

Extrait du site UGTG.org

url :Ã <http://ugtg.org/spip.php?article443>

Mi dÃ©ba

- Expressions - Contributions -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 19 juin 2003

Mis Ã jour le : samedi 9 aoÃ»t 2008

UGTG.org

Il est toujours facile, sinon d'Àmagogique d'agiter les Àpouvantails des pays qui ont form' la vague d'ind'pendance d'apr's guerre, et d'en souligner leurs exp'riences malencontreuses. Cependant, nul n'ignore la cause r'elle de ces Àchechs, d'À »s au r'le Àminemment pr'pond'rant qu'ont jou' les empires coloniaux.

Dans la foul'Àe, les penseurs et les d'Àfenseurs de la mondialisation lib'Àrale distillent au passage l'id'Àe du caract'Àre in'Àluctable de ce concept, et aussi, celle de la forte interd'pendance entre les pays. Fa'Àson de battre en br'Àche toutes illusions ou quelconques pr'Àtentions À vouloir r'Àclamer l'ind'pendance de son pays.

Selon eux : **nou pri !**

Outrageusement, et cela depuis le "laisser faire, laisser passer" d'Adam SMITH, les m'Àthodes d'Àcoulant de la doctrine lib'Àrale n'ont cess' de signifier leurs tendances sans limite, dans la sauvagerie, À appauvrir le plus grand nombre, au profit bien Àvidemment de l'Àlite minoritaire d'Àtenant tous les pouvoirs, tant Àconomiques que politiques.

L'exp'Àrience dramatique dans ce registre du continent latino-am'Àricain, À deux pas de chez nous, depuis les ann'Àes 90 est fort r'Àv'Àlateur.

Depuis l'Argentine, en passant par le Chili, la Colombie... tous ces pays ont suivi aveugl'Àment les recommandations du FMI (Fonds Mon'Àtaire International).

Ils se sont tous lanc'Às dans un vaste programme de privatisation (eau, Àlectritit'À, transports, Àducation, sant'À...), r'Àpondant ainsi aux exigences du march'À international, avec des programmes de retour de la fameuse croissance gu'Àrisseuse des maux du monde moderne.

R'Àsultat, 43% des 180 millions de Latino-am'Àricains vivent en dessous du seuil de pauvret'À.

Alors, quand en Guadeloupe la classe politique en place se chamaille les commandes d'un hypoth'Àtique pouvoir par l'assembl'Àe unique, c'est toute la partition de d'Àcentralisation-privatisation pr'Àpar'Àe par le tandem RAFFARIN-SARKOZY qu'elle s'appr'Àte À mettre en musique pour le "bonheur" des Guadeloup'Àens, des jeunes guadeloup'Àens.

Statut-quo, article 73, article 74, modes de scrutin, il semblerait que les Guadeloup'Àens ne comprennent rien À tout cela, provoquant du coup chez eux une grande inqui'Àtude.

Kimafouti'Àsa ! Les Guadeloup'Àens savent mieux la d'Àfinition du 49-3 À l'instar de certains de leurs parlementaires. Yo f'À' Àtid a Fouyol, yo !

Leurs inqui'Àtudes ne portent certainement pas sur la compr'Àhension de l'imbroglia juridico-politique. La crainte est ailleurs, formellement identifi'Àe et compr'Àhensible.

Rappelons-nous, que la d'Àmonstration une fois de plus fut faite lors du conflit des communes d'Àclench'Àe le 16 janvier 2003 par L'UTC - UGTG.

Les travailleurs an balan ont pris d'assaut la rue pour exiger des maires la n'Àgociation, afin de r'Àgler le probl'Àme des emplois dits "aid'Às" : CES - CEC - CEJ.

Le peuple en marche de Gwadeloup a compris que cette classe politique en place est incapable de penser un v'Àritable projet politique, est incapable d'administrer autrement que dans la bassesse du client'Àlisme Àlectoral. Comme pour toutes d'Àmarches politiques, seuls comptent pour eux l'inauguration des Àcoles maternelles, les d'Àfil'Às en fanfare lros des f'Àtes patronales, les d'Àp'Àts de gerbes aux monuments aux morts...

Le peuple de Gwadeloup sait et r'Àp'Àte k'À'w pa ka ba moun fen s'Àpar'À manj'À.

Quand parmi eux, certains d'Àclarent que "ce n'est pas le r'Àle du politique que d'expliquer", il ne faut pas s'en Àtonner : son r'Àle est de piller.

Le peuple de Gwadeloup se bien rend compte qu'il ne peut faire confiance À une classe politique qui sans cesse

renie ses positions au gré des changements de gouvernements français ; qui est incapable de créer, de construire.

"Nou p' k' riv' pon kot' av' s' boug an nou la sa !"

C'est en ces termes que le peuple définit ces bwa-bwa de l'assimilation, de la départementalisation, qui dans des discours àdulcorés de circonstance, s'autorisent à dire "peuple de Guadeloupe", "pays de Guadeloupe", à conclure même en kréol.

Comment oser ne pas dire justement au peuple de Gwadeloup vivant sous les mœchoires coloniales françaises avec plus de 30% de chômage que la décentralisation est un vaste projet de démantibulation des travailleurs.

Qu'en sacrifiant les possibles débouchés vers un autre modèle économique au profit du sempiternel modèle de l'assistanat colonial, de la mendicité, de la grande distribution, c'est s'enfoncer plus encore dans le fond du chody de la décadence.

Qu'en plus du DOCUP, de la défiscalisation, de la Loi Programme Outre-Mer, où les menm b'f douvan ka bw' bon dlo, la décentralisation est la garantie structurelle pour yo kontiny' f' zaf' a yo.

Que la notion de services publics est en passe de devenir services aux consommateurs. Aux consommateurs de la culture de l'école, aux consommateurs de la santé, aux consommateurs de la culture - A quand le service pour les consommateurs de l'air que nous respirons ?

Que derrière les grands mots comme développement, justice, liberté, coopération, se cache le véritable dessein de la classe dominante, du grand capital, pour lequel nos valets locaux frôillent de la queue.

Que par la continuité territoriale, l'on entend nettoyer par substitution la Guadeloupe des Guadeloupéens.

Mais qui sait ? Après le "débat statutaire" on pourra toujours en reparler...